

**MARCHES PUBLICS DE COORDINATION EN MATIERE DE
SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES
TRAVAILLEURS ET DE CONTROLE TECHNIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS**

(Marchés n° 2531A0124-0125)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Météo-France
Secrétariat Général
Direction de la Logistique et du Patrimoine (DLP)
73 avenue de Paris 94165
Saint-Mandé Cedex

Représentant du maître d'ouvrage (RMO)

Madame La Présidente Directrice Générale de Météo-France ou son représentant

Conducteur d'opération

Météo-France,
Secrétariat Général,
Direction de la Logistique et du Patrimoine (DLP)
Département Services Techniques de Toulouse (SG/DLP/STT)
42 avenue Gaspard Coriolis,
31057 Toulouse Cedex

Objet du marché

Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et de contrôle technique relative aux travaux d'infrastructures du futur supercalculateur sur le site de la météopole de Toulouse (31)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE -INTERVENANTS-DISPOSITIONS GENERALES.....	3
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	9
ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION.....	10
ARTICLE 5. PERSONNELS AFFECTES A L'EXECUTION DE LA MISSION.....	13
ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE, DELAIS D'INTERVENTION.....	14
ARTICLE 7. PENALITES, INDEMNITES.....	15
ARTICLE 8. REMUNERATION, NANTISSEMENT.....	16
ARTICLE 9. REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	17
ARTICLE 10 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	19
ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 12. RECEPTION, ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	20
ARTICLE 13. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS.....	21
ARTICLE 14. RESILIATION.....	21
ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	22

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître d'ouvrage ».

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHÉ -INTERVENANTS- DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

La consultation concerne les missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et de contrôle technique relative aux travaux d'infrastructures du futur supercalculateur sur le site de la Météopole de Toulouse (31).

Le lieu d'exécution des prestations se trouve à Météo-France_42, avenue Gaspard Coriolis_31057 TOULOUSE Cedex. Les prestations sont décomposées en deux lots :

Lot n° 1 -2531A0124 : Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS),

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) et relève de la catégorie 2 au sens du Code du Travail au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail, en phases de conception et de réalisation.

Lot n° 2 -2531A0125 : Contrôle technique (CT),

Le contrôleur technique intervient dans les conditions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de contrôle technique (C.C.T.G. – Décret n°99-443 du 28 mai 1999) et à la norme NF.P 03-100 de septembre 1995.

Les missions confiées au Contrôleur Technique sont les suivantes :

- **L** : relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables ;
- **STI** : sécurité des personnes dans les bâtiments relevant du Code du travail uniquement ;
- **LE** : relative à la solidité des existants ;
- **S** : portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions ;
- **VIEL** : Vérification Initiale des installations électriques ;
- **FOUDRE** : protections des personnes et des biens contre les risques liés à la foudre.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène des prestations est alloti, la consultation porte sur deux lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
2531A0124 - lot n° 1	Mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) relative aux travaux d'infrastructures du futur supercalculateur sur le site de la Météopole de Toulouse (31)
2531A0125 - lot n° 2	Mission de contrôle technique relative aux travaux d'infrastructures du futur supercalculateur sur le site de la Météopole de Toulouse (31)

1-3. Intervenants

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Sans objet.

1-3.2. Conduite d'opération

La fonction de conduite d'opération est assurée « In House » par :
Météo-France, Secrétariat Général, Direction de la Logistique et du Patrimoine,
Département Infrastructures et patrimoine (DLP),
Département Services Techniques de Toulouse (SG/DLP/STT)
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 TOULOUSE Cedex

1-3.3. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

TPF ingénierie
78 chemin des 7 deniers
CS70402
31200 TOULOUSE CEDEX 2
Tél : 05 61 57 18 72

Il est chargé d'une mission comprenant :

- AVP**: Les études d'avant-projet ;
 - PRO** : La réalisation du cahier des charges, des plans et cadre de décomposition du prix pour consultation des entreprises, pour les travaux prévus ;
 - ACT** : L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux avec analyse des offres ;
 - EXE** : Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux et la totalité des études de synthèse ;
 - VISA**: Le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs et contrôle de la conformité des travaux au cahier des charges ;
 - DET** : La direction de l'exécution des travaux avec réunions de chantier ;
 - AOR** : L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la « Garantie de Parfait Achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux ;
 - OPC** : L'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux ;
- Et les missions complémentaires suivantes :
- SSI**
 - ACOUSTIQUE**.

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.4. Ordonnancement, pilotage et coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission OPC est confiée au MOE.

1-4. Dispositions générales

1-4.1. Formes des notifications

En complément de l'article 3.1 du CCAG, les notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques sont réalisées dans les conditions suivantes :

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder une heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu une heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges. Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé de réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

1-4.2. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 8.1 du présent CCAP.

Sites sensibles

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants concernant les lieux d'exécution des travaux :

Il est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage ou de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause. Le titulaire et son personnel ne peuvent être admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité.

La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il doit en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il est fait application de la pénalité prévue à l'article 8.1 du présent CCAP.

1-4.3. E-Attestations

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-4.4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il doit, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché peut être résilié dans les conditions définies au CCAG.

En application de l'article D. 8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-4.5. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies au CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fait l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 8.1.

1-4.6.Responsabilités et Assurances

Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait De l'opération en cours de réalisation ou après sa réception qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance ,ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Il doit adresser cette attestation au maître de l'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de sa mission.

Sur simple demande du maître de l'ouvrage, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses cotisations. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du contrôleur technique.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-4.7.Clauses sociales et environnementales

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Clause sociale :

Tout au long des prestations, le titulaire de chaque lot veille à prendre l'ensemble des mesures nécessaires prévues dans son mémoire technique, dont les dispositions de mise en œuvre jugées par un critère social à l'analyse des offres, répondent à l'égalité femmes-hommes proposés pour les personnels affectés à l'exécution des missions de ce chantier (conciliation de la vie professionnelle/vie familiale, organisation de la base vie).

Clause environnementale :

Tout au long des prestations, le titulaire de chaque lot veille à prendre l'ensemble des mesures nécessaires prévues dans son mémoire technique, dont les dispositions de mise en œuvre jugées par un critère

environnemental à l'analyse des offres,brépondent aux enjeux environnementaux et réduisent l'empreinte carbone de son activité liée au présent marché public.

1-4.8.Clauses de réexamen du marché public

San objet.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) de chaque lot et ses annexes éventuelles (daté et signé par les représentants habilités des parties), dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi;
- Le présent Cahier des **Clauses Administratives Particulières (CCAP)** commun à tous les lots et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître d'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des **Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de **prestations intellectuelles (CCAG)** approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des **Clauses Techniques Particulières (CCTP)** commun à tous les lots, accompagné d'une annexe le planning prévisionnel des travaux;
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** et du temps d'intervention (**DPGF**) de chaque lot, dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du maître d'ouvrage.
- Les textes concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs lors des opérations de bâtiments (en particulier, la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et le décret n°94-1159 du 26 décembre 1994),
- Le Cahier des **Clauses Techniques Générales (CCTG – contrôle réglementaire)** applicable aux marchés de **contrôle technique** approuvé par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et ses annexes réglementaires A, B et C,
- Le calendrier détaillé d'exécution dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- L'offre technique du titulaire de chaque lot (mémoire technique) ;
- L'attestation de confidentialité signée par la personne habilitée de l'entreprise candidate de chaque lot;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'option **A** du CCAG.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXECUTION DE LA MISSION

4-1. Lot n° 1-CSPS :

Eléments de mission :

Elément	Contenu de la phase CONCEPTION
n°1	Visite préalable du site
n°2	Ouverture et tenue du Registre Journal

n°3	Prestations à réaliser au cours des phases de conception en liaison avec le Maître d'Œuvre, analyse des diagnostics fournis par le Maître de l'Ouvrage
n°4	Ouverture, préparation des éléments du DIUO et mise à jour, (article L4532-16 du code du travail)
n°5	Elaboration et rédaction de la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

Elément	Contenu de la phase REALISATION
n°1	Visites d'inspection communes sur le site avec les entreprises désignées et sous-traitants éventuels avant leur intervention (accueil, présentation PGSCSPS et recommandations pour la présentation du PPSPS)
n°2	Collecte et harmonisation des PPSPS Prestations à exécuter pendant les travaux
n°3	Tenue du registre Journal
n°4	Participation aux rendez-vous de chantier
n°5	Visites de chantier
n°6	Finalisation du DIUO et remise au maître d'ouvrage

qui sont considérés comme des parties techniques au sens de l'article 20 du CCAG.

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1 du présent CCAP est soumis au maître de l'ouvrage.

Moyens donnés au coordonnateur SPS :

A - Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

B - Obligations du maître de l'ouvrage

- Le maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

* Avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux éléments « PRO »,

* Au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent CCAP ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Ils tiennent à sa disposition leurs contrats ;

* La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;

* Le(s) nom(s) du ou des chef(s) de service dont les activités interfèrent avec le chantier.

● Le maître de l'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

* tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO), notamment :

- le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre ;

● Le maître de l'ouvrage l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

C - Dispositions prises par le maître de l'ouvrage

● Le maître de l'ouvrage prend toute(s) disposition(s) pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

* L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

* Tous les documents d'exécution des ouvrages ;

* Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;

* L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

* La copie des déclarations d'accidents de travail ;

* Par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ; * par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

● Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

* de toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'OPC auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;

* de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux ;

● Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

* les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé.

Conditions d'exécution :

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.4532-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG :

- l'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par un avenant ;
- si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de dix (10) jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 32 du CCAG.

Dès la notification du marché et à la demande du RPA, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de sept (7) jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

A la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et de la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables à l'adresse suivante :

Bureau de chantier sur le site de la Météopole à Toulouse (31057), pour le cas où il n'y aurait pas de bureau de chantier, les documents sont déposés dans le bureau du Directeur adjoint de la DLP.

5-2. Lot n° 2 CT - Contrôle Technique :

Les missions confiées par le Maître de l'ouvrage au Contrôleur technique (CT) sont relatives à :

- La solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables, et étendue à la solidité et à la stabilité des ouvrages provisoires « **Mission L** » ;
- La sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels « **Mission STI** » ;
- La solidité des ouvrages existants « **Mission LE** » ;
- Les conditions de sécurité des personnes dans les constructions « **Mission S** » ;
- Le contrôle des installations électriques initiales « **Mission VIEL** » ;
- La protection des personnes et des biens contre les risques liés à la foudre « **Mission Foudre** ».

Pour chaque phase, les aléas, les exigences essentielles et le domaine d'intervention sont indiqués dans le C.C.T.G. (Cahier des Clauses Techniques Générales) Contrôle Technique.

La mission du contrôleur technique se décompose en cinq phases :

- Examen et Contrôle des documents de conception, rapport initial du contrôle technique (RICT),
- Examen et Contrôle des documents d'exécution, formulation d'avis ou observations,
- Examen et Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements soumis à son contrôle et formulation d'avis ou observations,
- Vérifications et rédaction du « Rapport de Contrôle Technique » en vue de la réception pour l'ensemble des travaux et visa du dossier des ouvrages exécutés.

Compris dans cette phase : le rapport de vérification initiale des installations électriques rénovées pour l'ensemble des travaux,

→ Interventions et formulation d'avis sur des travaux pendant la période de garantie de parfait achèvement,

Le contrôle intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement.

Dans le cadre de sa mission, il doit notamment :

- consigner le résultat de ses examens avec ou sans remarques, dans des rapports signés par un responsable qualifié,
- assister à toutes les réunions de chantier que le maître d'ouvrage juge nécessaires, et répondre à toute convocation écrite que lui adresse le maître d'ouvrage,
- visiter le chantier aussi souvent que nécessaire afin de renseigner le maître d'ouvrage par écrit,
- assister le maître d'ouvrage pour l'application des textes réglementaires en matière de sécurité incendie en phases avant projets.

La mission est exécutée dans les conditions fixées par le C.C.T.G..

Les conditions suivantes sont en outre à appliquer :

- si le titulaire n'a pas reçu les documents ou ne dispose pas des moyens qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA),
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) les essais qu'il estime nécessaires,
- Les avis formalisant les actes techniques et les actes d'information sont transmis au maître d'ouvrage, avec une copie adressée au maître d'œuvre et aux différents intervenants concernés, dans les délais indiqués à l'article 7.2,
- Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) prend les dispositions nécessaires pour informer, dès l'origine, les : maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat,

ARTICLE 5. PERSONNELS AFFECTES A L'EXECUTION DE LA MISSION

Les catégories de personnels dont l'intervention est prévue par le présent marché sont choisies par le titulaire en fonction de la complexité des différentes parties de la mission à exécuter.

Le titulaire fournit au maître d'ouvrage tous les éléments de nature à justifier le choix des catégories et l'appartenance des intervenants désignés à celles-ci.

Les catégories de personnels sont définies par :

- les agréments administratifs détenus à titre personnel,
- le niveau de la formation initiale,
- l'expérience acquise dans la profession,
- l'acquisition d'une spécialisation et/ou d'un haut niveau de compétence.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne par ailleurs le responsable technique qualifié pour le représenter auprès du maître d'ouvrage.

Le changement de responsable technique doit être notifié immédiatement au représentant du pouvoir adjudicateur.

La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire comporte, pour chaque élément de mission, le détail du nombre d'heures et le coût par niveau de technicité des intervenants.

ARTICLE 6. DUREE DU MARCHE, DELAIS D'INTERVENTION

6-1. Durée du marché.

La durée estimée du marché est de **36 mois**.

6-2. La notification du marché vaut commencement de son exécution.

A titre indicatif, le début de l'intervention du contrôleur technique est prévu, au plus tôt en janvier 2026.

L'arrêt éventuel de l'étude à l'issue d'une phase déterminée intervient sans formalités autres que la notification de cet arrêt.

Les interventions du titulaire prennent fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

6-3. Délais de remise des prestations :

Lot n° 1-CSPS-Coordination sécurité et protection de la Santé :

Modalités pratiques de coopération :

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, le coordonnateur SPS propose au maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission. Sur la base de ces propositions, le maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération dans un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

Registre Journal de la Coordination (RJC)

Conformément aux articles R.4532-11 à 16 du Code du Travail, le coordonnateur SPS ouvre le Registre Journal de la Coordination.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'étude et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur S.P.S. transmet au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre les compléments apportés au R.J.C. depuis le dernier envoi.

Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (Notice SPS)

Le coordonnateur SPS commence à élaborer une notice en matière de SPS dès le début d'exécution de l'"Elément APD". Dans un délai de dix (10) jours après la réception de l'"Avant-Projet Définitif", il communique au maître de l'ouvrage un exemplaire de la notice qui définit les principales mesures de prévention. Il remet au maître de l'ouvrage la version à joindre au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans les dix (10) jours après la réception du "Projet".

Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini par les articles R.4532-95 à 98 du Code du Travail. Le DIUO, élaboré par le coordonnateur SPS, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures.

Dans un délai de quinze (15) jours après la réception du "Projet", le coordonnateur SPS communique le DIUO au maître de l'ouvrage.

En cas de réceptions partielles, le maître de l'ouvrage peut demander un DIUO partiel qui doit lui être remis dans un délai de huit (8) jours.

Avis sur les documents d'étude

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de sept (07) jours, à compter de la réception de chaque document d'étude établi par le maître d'œuvre, pour formuler un avis écrit au maître de l'ouvrage.

Lot n° 2 CT - Contrôle Technique :

Les délais maximums d'établissement des prestations ou d'examen par le titulaire des documents d'études remis par le Maître d'Ouvrage (actes techniques et actes d'information) sont précisés ci après (délais calendaires) :

PHASE	CONTENU	DELAI
n°1	Examen du DCE - Examen et Contrôle des documents de conception, rapport initial du contrôle technique (à compter de la date de réception du DCE)	10 jours
n°2	Examen et Contrôle des documents d'exécution – observations (à compter de la date de réception des documents d'exécution)	1 semaine
n°3	Examen et Contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements (à compter de la date de la visite sur le site)	1 semaine
n°4-1	Vérifications et Rapport final de Contrôle Technique en vue de la réception de l'ensemble des travaux (à compter de la date d'achèvement des travaux – ce rapport doit être fourni avant la date fixée pour les opérations préalables à la réception)	2 semaines
n°4-2	Rapport de vérification initiale des installations électriques pour l'ensemble des travaux	2 semaines après la réception des ouvrages.
n°5	Intervention sur demande du maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement (à partir de la date de la demande d'intervention formulée par le maître de l'ouvrage)	1 semaine

ARTICLE 7. PENALITES, INDEMNITES

7-1. Pénalités

En cas de retard du titulaire par rapport aux délais prévus par le présent marché public, les pénalités de retard s'appliquent.

Il est dérogé aux articles 14.1 et 14.3 du CCAG PI.

Lot n° 1- CSPPS :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de non-respect des délais prescrits à l'article 7-3 ci-dessus, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à **35 €**.

Lot n° 2-CT : En cas de retard dans la présentation des différents rapports, le contrôleur technique subit sur ses créances, une pénalité dont le montant est fixé, par jour calendaire de retard à : **35 €**.

Commun aux deux lots :

***Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés**

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, une pénalité d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté est appliquée. Cette pénalité a un caractère définitif.

***Rendez-vous de chantier**

En cas de non-participation à une réunion de chantier à laquelle le coordinateur ou le contrôleur technique est dûment convoqué, une pénalité dont le montant forfaitaire est fixé à 50 € est appliquée par jour d'absence.

***Pénalités pour non-respect des clauses de confidentialité**

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 2-4.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

***Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD**

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 2-4.2 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €.

7-2. Indemnités

Il n'est pas prévu d'indemnités d'attente ou de rabais.

ARTICLE 8. REMUNERATION, NANTISSEMENT

8-1. Rémunération, établissement du prix

Les prestations du titulaire sont rémunérées par application d'un prix forfaitaire basé sur les conditions économiques du mois de **janvier 2026 appelé mois 0.**

Le prix est mentionné à l'article 1 du présent marché et détaillé dans la DPGF, il comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission et notamment les vacations et déplacements utiles ainsi que l'assistance du coordinateur et du contrôleur technique à toutes les réunions de chantier pendant l'exécution des travaux.

Le prix fixé à la DPGF est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance.

Les prix sont exprimés en euros HT, la taxe appliquée est la TVA à 20 %. Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif, en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

8-2. Nantissement

Le montant maximal de la créance que le titulaire peut présenter en nantissement ou céder est égal au montant du marché.

ARTICLE 9. REGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

9-1. Acompte et Solde

9-1.1.. Modalités de paiement des acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

9-1.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte".

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées doivent comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP, ainsi que :

- Le numéro de marché : 2531A0214 et 2531A0125
- Le numéro de SIRET de Météo France : 180 060 030 02117
- Le code du service exécutant de la dépense : **31DLPTA**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) transmis par le service ordonnateur à la notification du marché.

Le service en charge du traitement des acomptes et du solde de chacun de ces marchés est :

Météo-France, Direction financière, CSP dépenses St-Mandé

depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr

9-1.1.2 Modalités de paiement

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte du titulaire défini à l'acte d'engagement, Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement des acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de dépôt de la facture dans Chorus Pro.

9-1.2. Rythme des règlements, Modalités d'établissement des acomptes et du solde

Lot n° 1-CSPS:

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présente des demandes d'acomptes après achèvement de chacun des éléments constitutifs de la mission tels qu'ils sont définis aux articles 5-1 ci-dessus.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article R.2191-22 du CCP).

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le prestataire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission. Elle est accompagnée du compte-rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Les prestations réalisées lors de la phase « Réalisation, prestations à exécuter pendant les travaux » sont réglées sous forme d'acomptes proportionnels au montant des travaux effectués depuis le début du délai d'exécution du (premier) marché de travaux d'infrastructures du futur super calculateur.

Le montant ainsi obtenu est révisé dans les conditions définies à l'article 10-3.4 ci-dessous.

Pour le versement du solde, conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI, le titulaire adresse son projet de décompte final sous 45 jours maximum à partir de la notification du constat d'achèvement de sa mission.

Lot n° 2-CT :

En vue du règlement des sommes dues au titre du marché, le titulaire présente des demandes d'acomptes après achèvement de chacune des phases 1, 2, 4 et 5.

Toutefois ces prestations doivent être réglées partiellement avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois ou un mois à la demande du titulaire (article R.2191-22 du CCP).

Pour la phase 3 « examen et contrôle sur chantier de la réalisation des ouvrages et des équipements », les prestations sont réglées mensuellement en fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement aux montants des travaux effectués depuis le début.

Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le prestataire indique le pourcentage de l'avancement de sa mission et est accompagnée du compte-rendu d'avancement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est évalué, en prix de base, par rapport à la fraction de la rémunération initiale à régler de laquelle sont déduites les sommes déjà facturées,

Le montant ainsi obtenu est révisé dans les conditions définies à l'article 10-3.4 ci-dessous.

Pour le versement du solde, conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI, le titulaire adresse son projet de décompte final sous 45 jours maximum à partir de la notification du constat d'achèvement de sa mission.

9-2. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

9-2.1. Les prix sont révisables

Par application d'une formule représentative et suivant les modalités fixées aux articles 10-3.3 et 10-3.4.

Par dérogation aux articles 14.2 et 15 du CCAG, les pénalités sont établies hors TVA et ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix, de même que les autres indemnités et retenues.

9-2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **janvier 2026**.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

9-2.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index « Ingénierie » publié par l'Insee.

9-2.4. Modalités de révision de prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85' (I_{n-6} / I_{0-6})$$

avec : I_{0-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois d'établissement des prix

I_{n-6} = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations connue à la date de la révision

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à **un** mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG, le calcul est effectué avec quatre décimales au maximum.

Pour le calcul, l'arrondi par excès est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité.

9-2.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (auto liquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

ARTICLE 10 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10-1. Retenue de garantie

Sans objet.

10-2. Avances

Sans objet.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANCE

Sous réserve des dispositions de l'article 5 ci-dessus, et par dérogation à l'article 3.6 du Cahier des Clauses Administratives Générales – Prestations Intellectuelles (CCAG-PI), le titulaire s'engage à exécuter par ses propres moyens l'intégralité de la mission due au titre du présent marché.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne le ou les responsables techniques, personnes physiques qualifiées, pour effectuer les éléments de mission, rédiger et signer les avis émis au cours de l'exécution du marché. Il informe alors le maître d'ouvrage et l'ensemble des intervenants sur l'identité de ce ou ces responsables.

Le changement de responsable technique doit être notifié sans délai au maître d'ouvrage et à l'ensemble des intervenants de l'opération.

ARTICLE 12. RECEPTION, ACHEVEMENT DE LA MISSION

12-1. Réception des prestations

Lot n°1 CSPS :

En application de l'article 27 et par dérogation à l'article 26.2 du CCAG, la décision par le RPA de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis à l'article 5-1 du présent CCAP, doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous :

PHASE CONCEPTION : Elaboration du PGC simplifié initial ou de la Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé. : 2 semaines ;

PHASE REALISATION : Finalisation du DIUO : 2 semaines ;

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA du document ou avis à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du CCAG (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Pour les autres éléments de mission de la phase de réalisation, les stipulations du CCAG sont seules applicables.

Lot n°2 CT : La réception de la mission fait l'objet d'une décision établie par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 27 du CCAG PI, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations contractuelles.

La réception prend effet à la date de notification de la décision au titulaire.

Pour le cas où la décision de réception ne serait pas établie et notifiée au titulaire, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du CCAG (acceptation tacite), les prestations sont considérées comme reçues et acceptées tacitement à l'issue du délai prévu à l'article 26 .2 du CCAG PI.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

12-2. Achèvement de la mission

Lot n° 1 CSPS :

La prestation du coordonnateur SPS s'achève à la plus tardive des deux dates suivantes :

- la date de remise du DIUO définitif (du dernier ouvrage) au maître d'ouvrage
- la date de levée de la dernière réserve (du dernier ouvrage).

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RPA dans les conditions de l'article 27 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

Lot n° 2-CT :

Les prestations du contrôleur technique s'achèvent à la fin de la garantie de parfait achèvement des marchés de travaux

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RPA dans les conditions de l'article 27 du CCAG et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 13. ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS

En application de l'article 20 du CCAG PI, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions, objets du présent marché, à l'issue de chacune des phases de mission définie à l'article 7.3 ainsi que dans la Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (DPGF).

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire sa décision d'arrêter l'exécution des interventions. Par conséquent, le marché est résilié à la date de notification de la décision.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation qui est arrêté par le représentant du pouvoir adjudicateur et notifié au titulaire (article 34.1 du CCAG-PI). Les phases de mission accomplies sont rémunérées sans abattement ni indemnités au titulaire.

ARTICLE 14. RESILIATION

Le présent marché peut être résilié, soit de plein droit, soit par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il est fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI, avec les précisions suivantes :

14-1. Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 33 du CCAG est fixé à 5 %.

14-2. Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 i) du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L2141-7 à L2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas décrits à l'article 32 du CCAG-PI.

Conformément à l'article 36 du CCAG-PI, à condition que les documents particuliers du marché le prévoient et que la décision de résiliation le mentionne expressément, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcé pour faute du titulaire.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le pourcentage visé à l'article 33 du CCAG est fixé à 5 %.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé,

ARTICLE 15. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG PI:

CCAP/ 3	déroge à l'article	4.1 du CCAG PI
CCAP/5-1	déroge à l'article	3.4.3 du CCAG PI
CCAP/ 8-1	déroge aux articles	14.1 et 14.3 du CCAG PI
CCAP/ 10-3.1	déroge aux articles	14.2 et 15 du CCAG PI
CCAP/ 10-3.4	déroge à l'article	10.2.3 du CCAG PI
CCAP/ 12	déroge à l'article	3.6 du CCAP PI
CCAP/ 13.1	déroge à l'article	26.2 du CCAG PI
CCAP/ 15.2	déroge à l'article	32.2 du CCAG PI